



## Déclaration liminaire de l'Unsa Education au CTSD de l'Ain du 4 septembre 2018

Madame la Directrice Académique de l'Education Nationale,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Après 15 mois de politique du mouvement perpétuel, rue de Grenelle comme dans les autres ministères, cette année scolaire qui débute est marquée par l'inquiétude, la lassitude et la tension qui montent chez les personnels de l'Education nationale.

Nos collègues n'en peuvent plus des politiques successives qui leur demandent sans cesse de défaire et refaire et déconsidèrent à chaque fois ce qu'ils faisaient avant.

L'Education, ce n'est pas qu'apprendre à lire, écrire, compter pour les élèves. Le ministère impose une vision passéiste de l'apprentissage de la lecture et du calcul basé sur la répétition. Les élèves sont à l'école également pour réfléchir, comprendre, inventer et découvrir.

Les enseignants, de leur côté, ne sont pas que des exécutants. Leur rôle est d'accompagner, choisir concevoir, émanciper.

Pour le SE-Unsa, les conditions de la méfiance voire de la défiance sont réunies. Ce quinquennat est en passe de rater l'essentiel en éducation : l'adhésion des enseignants pourtant toujours prêts à se mobiliser pour la réussite de leurs élèves.

Dans le premier degré, après des « recommandations » en avril, des modifications de programmes en français, en mathématiques et en éducation morale et civique sont parues pendant l'été. Des repères annuels vont bientôt être publiés. Tout cela pour une mise en œuvre immédiate en dépit de leur travail de planification et de conception. De plus, les nouvelles évaluations et l'annonce de l'installation d'un nouvel organisme d'évaluation du système éducatif montrent que nous sommes engagés dans un « pilotage par les résultats » tout en maintenant un dirigisme ministériel fort.

Du côté de leur carrière de leur pouvoir d'achat, les enseignants sont également plus que méfiants. Les annonces se sont multipliées. Dans l'été, le gouvernement a annoncé le développement du pouvoir d'achat des enseignants par les heures supplémentaires, la nécessité d'introduire une part de mérite, le développement de poste à profil, le renforcement de la formation continue obligatoire « dans le respect des apprentissages des élèves ».

Pour la Fonction publique, il y a les chantiers ouverts sur la rémunération au mérite évidemment, mais aussi le recours accru aux personnels sous contrat et la réduction drastique des instances paritaires où siègent les représentants des personnels qui protègent de l'arbitraire. Et comme tous les salariés, les enseignants sont inquiets de la réforme des retraites.

Venons-en à l'ordre du jour, les mesures d'ajustement de la carte scolaire de la rentrée 2018. La politique budgétaire en matière d'éducation se concrétise. Hélas l'Unsa-Education constate que, les inégalités scolaires, tant sociales que territoriales sont toujours trop vivaces.

Notre département fut pourvu de 14 postes pour notamment mettre en œuvre les mesures de dédoublement des CP et CE1 en éducation prioritaire. Ainsi, les moyens se réduisent à une peau de chagrin et ne garantissent toujours pas un progrès de l'égalité des chances. Ce dispositif a phagocyté la majorité des moyens.

Pour l'Unsa-Education, il faut veiller à consolider l'offre éducative en milieu rural, réduire les effectifs des classes maternelles, répondre aux besoins des élèves hors éducation prioritaire notamment avec les Rased et le dispositif Plus de maîtres que de classes, qui nous le constatons est voué à disparaître.

C'est peu dire qu'à tous les niveaux de notre administration, les moyens en personnels ne sont pas à la hauteur des exigences. Et les enseignants dont nous portons ici la parole, sont souvent exposés parce qu'ils sont en première ligne devant les élèves et leurs parents.

Pour la direction d'école, une mission parlementaire flash a rendu ses conclusions dans l'été et le sujet est inscrit à l'ordre du jour de l'agenda social pour début 2019. Le rapport fait des constats que nous partageons et fait des propositions ambitieuses, y compris en termes de moyens. Nous ne les partageons pas toutes, mais nous voudrions savoir si la détermination à avancer est partagée par le gouvernement.

Quelques aspects nous irritent encore, comme la non-comptabilisation des élèves ULIS ou UPEAA dans les effectifs des écoles, alors que ces élèves sont réellement présents sur une grande majorité du temps scolaire dans nos classes.

Et pour les personnels que l'Unsa-Education représente, les conditions de travail vont se dégrader.

Le Se-Unsa ne se reconnaît pas dans cette vision de l'Ecole et de son pilotage vertical et dirigiste. Nous appelons le ministre à promouvoir la collaboration plutôt que la compétition, la mixité sociale plutôt que l'entre-soi, la confiance dans les personnels en soutenant le développement de leurs compétences professionnelles plutôt que l'imposition de méthodes soi-disant efficaces. Il est urgent que le ministère donne visibilité et soutien aux personnels.

Je vous remercie de votre attention.

Karen Ansberque, pour l'Unsa Education